

REVUE DE PRESSE

27 juin 2024

JOURNAUX **PRESSE** **Radio** information
télé
MÉDIAS *Médias* sociaux

Afin de se conformer à la Loi sur le droit d'auteur,
la FCSSQ détient une licence autorisant une
redistribution électronique restreinte de ce document.



La Fédération
des centres de services
scolaires du Québec

PRODUIT PAR

influence

Éducation

Cafouillage dans l'examen de maths de 4^e secondaire

DAPHNÉE DION-VIENS

Le Journal de Québec

L'épreuve ministérielle de mathématiques en quatrième secondaire a fait réagir bien des enseignants la semaine dernière : on y retrouvait une question quasi identique à celle d'une version antérieure, autorisée pour les pratiques en classe, ce qui pourrait faire augmenter « de façon non légitime » les résultats des élèves, craignent-ils.

Le ministère de l'Éducation assure de son côté que cette question est tout à fait valide.

Pour aider les élèves à se préparer à l'épreuve ministérielle de juin, le ministère autorise les enseignants à utiliser certaines versions des années précédentes.

Cette année, les versions 2018 et 2019 de l'examen de mathématiques régulières (Culture, société et technique) pouvaient être utilisées en classe en quatrième secondaire, en guise de simulation d'examen.

Or des profs ont été très surpris de constater qu'une des questions de l'examen de jeudi dernier était quasi identique à celle de 2018 vue en classe, à quelques mots près.

Les chiffres étaient différents, mais le raisonnement mathématique à

utiliser était exactement le même, affirment-ils.

« Cette question-là, elle était clairement donnée », lance Sylvain Duclos, qui enseigne les mathématiques au secondaire depuis une vingtaine d'années.

Des jeunes l'ont même contacté après l'examen pour lui dire qu'ils avaient la réponse intégrale écrite sur leur aide-mémoire, une feuille rédigée par l'élève qu'il est possible de consulter pendant l'examen.

« Un examen de cette importance-là a des répercussions. Ça fait augmenter de façon non légitime les résultats des élèves », ajoute M. Duclos.

TROP PRÉVISIBLE

La situation fait « beaucoup » réagir les enseignants, constate Mélanie Tremblay, professeure en didactique des mathématiques à l'Université du Québec à Rimouski.

Cette experte, qui dénonce depuis des années le caractère trop prévisible de cette épreuve, estime que le ministère est allé trop loin cette fois-ci en utilisant une question presque identique à celle utilisée en classe pour préparer les élèves.

« On vient d'atteindre un nouveau sommet », lance-t-elle.

De son côté, le ministère de l'Éducation assure que cette pratique est tout à fait valide. « Cela n'affecte en rien la validité des épreuves ministérielles », indique un porte-parole, Bryan St-Louis.

Même si le contexte des deux questions et le concept évalué sont les mêmes, « les paramètres des fonctions dans la question diffèrent ainsi que toutes les données que l'élève doit traiter », ajoute-t-il.



LANAUDIÈRE

Un après-bal inquiète en raison de rumeurs de viols

AGENCE QMI | Une soirée d'après-bal prévue pour samedi à Saint-Calixte, dans Lanaudière, inquiète les autorités en raison de rumeurs de méfaits que certains participants auraient prévu d'y perpétrer.

Le Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries, en Montérégie, ainsi que les policiers de la région ont sensibilisé les parents d'élèves d'écoles secondaires des environs qui prévoyaient s'y rendre dans une lettre envoyée mardi.

Notons que cet après-bal n'est pas encadré par un établissement scolaire.

« La Régie intermunicipale de Police de Roussillon a été informée de rumeurs préoccupantes voulant que des événements disgracieux étaient planifiés

par certains individus, en lien avec de la drogue et des actes sexuels non consentants », y indique-t-on.

« Les policiers vous recommandent d'être extrêmement vigilants et même de reconsidérer la présence de votre jeune à cette soirée », lit-on.

Dans un groupe Facebook, des parents parlent d'une liste de filles que des garçons d'une école auraient rédigée dans l'optique de les droguer et de les violer. Une enquête policière est d'ailleurs en cours.

Les organisateurs de la soirée, Après-Bal.com, assurent que des mesures seront en place, comme des fouilles et la présence d'agents et de policiers.



ICI  RADIO-CANADA

Une soirée d'après-bal à Saint-Calixte soulève de sérieuses préoccupations

RADIO-CANADA

Des informations qui circulent entourant une soirée de type après-bal prévue samedi à Saint-Calixte, dans Lanaudière, sèment l'inquiétude au sein d'un centre de services scolaire et des autorités policières. Dans une lettre adressée aux parents, ils recommandent la vigilance, mais aussi de reconsidérer la présence de leur enfant à cet événement.

On a été informés que certaines personnes auraient l'intention, lors d'une activité de type après-bal, d'utiliser de la drogue pour avoir des relations sexuelles non consentantes. Lorsqu'on a été mis au courant de cette situation-là, dans chacune de nos écoles secondaires, [...] on a collaboré avec les policiers pour vérifier si les allégations et les rumeurs étaient fondées, a expliqué Kathlyn Morel, directrice générale du Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries (CSSDGS), en entrevue à Radio-Canada.

Les corps policiers ont ouvert une enquête. Avec les informations que nous détenons, on trouvait super important de prévenir les parents pour assurer la sécurité de nos élèves.

Plusieurs élèves des écoles secondaires du CSSDGS, en Montérégie, comptaient se rendre dans Lanaudière, samedi, pour participer à l'après-bal prévu à Saint-Calixte.

La lettre transmise aux parents a été écrite conjointement par la direction générale du Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries et le service des enquêtes de la Régie intermunicipale de police de Roussillon.

Les policiers prennent ces rumeurs très au sérieux et ils vous recommandent d'être extrêmement vigilants et même de reconsidérer la présence de votre jeune à cette soirée, s'il avait prévu y être, peut-on lire dans le document.

La Régie intermunicipale de police de Roussillon a eu vent d'allégations en lien avec de la drogue et des actes sexuels non consentants la semaine dernière, a précisé l'agente Audrey Huneault en entrevue à Radio-Canada.

Ces rumeurs concernaient des élèves de l'école secondaire de la Magdeleine, à La Prairie [...] Des étudiants ont été rencontrés par notre service de police, mais aucune arrestation n'a eu lieu pour le moment. L'enquête se poursuit, a indiqué l'agente Huneault, qui invite tout citoyen qui a de l'information concernant cette affaire à contacter la Régie intermunicipale de police de Roussillon.

La Sûreté du Québec, qui est responsable du territoire à Saint-Calixte, est également impliquée dans le dossier et prévoit déployer des agents à cette soirée.

Étant donné que les après-bals ne sont pas organisés par les écoles secondaires, pour nous, c'était important de dire aux parents qu'il n'y aura pas de sécurité d'organisée; que notre personnel n'est pas dans ce type d'événement là, a indiqué la directrice générale du CSSDGS.

La direction du centre de services scolaire espère que les parents saisiront l'occasion pour discuter avec leurs enfants afin de les sensibiliser aux conséquences d'une consommation excessive et aux autres abus possibles pouvant entraîner des répercussions négatives sur [eux] ou sur autrui.

Les parents, pour nous, ce sont des partenaires de premier plan, a dit Mme Morel. Notre intention, c'était vraiment de les informer et de [les inciter à] ouvrir le dialogue avec leurs adolescents pour les sensibiliser à l'importance de faire attention à ce type de comportement là.

Une sécurité renforcée

L'organisme Après-bal.com, qui organise ce type d'événement depuis plus de 20 ans et qui est à l'origine

de celui de Saint-Calixte, a réagi mercredi après-midi par voie de communiqué.

Il a tenu à rassurer les élèves, les parents et le Centre de services scolaire des Grandes-Seigneuries que tout a été organisé pour que cette soirée soit bien encadrée et sécuritaire.

Nous sommes en constante communication avec la Sûreté du Québec et la Santé publique, explique Après-bal.com, qui détaille les mesures prises pour assurer la sécurité des participants.

Il indique que la Sûreté du Québec et plus de 50 agents de sécurité seront sur le terrain le soir de l'événement et que chaque personne sera fouillée avant d'entrer sur le

site. La santé publique aura un kiosque d'information sur place pour faire de la prévention sur l'utilisation des drogues et 72 caméras permettront également d'assurer la surveillance des lieux.

Rien n'a été pris à la légère pour cet événement afin que tous les jeunes soient en sécurité et puissent fêter la fin de leur école secondaire. Nous prenons très au sérieux ces actes dits planifiés et nous ferons en sorte d'augmenter notre vigilance pour une meilleure sécurité de vos enfants, poursuit l'organisme, qui n'a pas voulu accorder d'entrevue.

La violence en hausse dans les écoles du Québec

JEAN-PHILIPPE ROBILLARD

Les cas de violence à l'endroit du personnel enseignant dans les établissements d'enseignement ont augmenté de 20 % au cours des cinq dernières années au Québec. La grande majorité de ces cas surviennent dans les écoles primaires et secondaires.

Enseignante depuis maintenant six ans, Leila Abou Rouphael a vécu, comme plusieurs de ses collègues, de la violence en classe. Un élève a lancé des bureaux autour de moi. Il était fâché parce que je lui demandais de quitter la classe. J'ai dû fermer ma porte et, puisqu'elle est toujours verrouillée, il a continué de frapper dans les murs de l'école, à l'extérieur, raconte-t-elle.

La violence augmente de plus en plus. Plusieurs de mes collègues ont vécu des violences.

- Leila Abou Rouphael, enseignante au secondaire

Elle dit avoir vécu de la violence verbale à de nombreuses reprises alors qu'elle était en salle de classe. Ça arrive quand même assez fréquemment. Les élèves vont aller dans les insultes, dans le hurlement. J'ai des élèves qui m'ont crié dessus, qui m'ont traitée de pute parce que je leur demandais de sortir de la classe, relate-t-elle.

Leila Abou Rouphael affirme avoir déjà eu des craintes face à un élève qui était plus grand et plus costaud qu'elle. Chaque fois, je me dis qu'il faut que les autres élèves soient en sécurité et qu'il faut que je sois en sécurité, insiste l'enseignante.

Près de 300 cas en 2023

La violence est un problème grandissant dans les établissements d'enseignement du Québec, particulièrement dans les écoles primaires et secondaires.

Selon les plus récentes données de la Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST), le nombre d'employés victimes de violence dans le réseau de l'éducation a augmenté de 20 % depuis cinq ans.

Près de 300 personnes en ont vécu l'an dernier, la très grande majorité d'entre elles dans des écoles primaires et secondaires.

Au-delà des bagarres dans les corridors et les cours d'école, le président de la Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement (FQDE), Nicolas Prévost, signale qu'il y a beaucoup de violence verbale, mais également physique, à l'égard du personnel enseignant dans les écoles.

Un élève peut pousser un enseignant, un élève peut lancer des objets. L'élève est en crise et peut prendre une chaise et lancer la chaise. C'est des choses qu'on voit beaucoup plus fréquemment, illustre M. Prévost.

La violence est encore présente dans nos établissements scolaires.

- Nicolas Prévost, président de la Fédération québécoise des établissements d'enseignement

Le président de la FQDE constate qu'il y a davantage de violence dans les écoles depuis la pandémie. C'était déjà en augmentation, mais avec la pandémie, cette hausse est encore plus importante. On voit que la détresse psychologique, les problèmes de santé mentale sont en augmentation importante chez nos élèves. On voit que ça commence très jeune. On a des élèves qui, dès la maternelle, ont des comportements violents, souligne M. Prévost.

Dans les écoles primaires, le nombre d'actes de violence à l'endroit du personnel est en baisse de 12 % sur une période de cinq ans, après avoir, là aussi, fortement grimpé après la pandémie.

Mais au secondaire, au cours de la même période, on a plutôt observé un bond de 78 % des gestes de violence.

L'enseignante Leila Abou Rouphael raconte que, chaque fois qu'elle subit des gestes violents en classe, elle se remet énormément en question.

C'est une situation qui est difficile quand on vit de la violence parce qu'on se dit : "Qu'est-ce que j'ai fait pour mériter ça?"

- Leila Abou Rouphael, enseignante au secondaire

Elle dit toujours s'interroger sur la façon dont elle est intervenue auprès de l'élève qui l'a insultée ou qui a commis un geste violent à son endroit. Est-ce que j'aurais pu faire quelque chose de différent pour éviter cette situation? On va se questionner aussi sur ce qui peut arriver de plus. Est-ce que ça peut mal finir? C'est la question qui est tout le temps dans notre tête.

L'an dernier, parmi les employés qui ont subi de la violence dans les écoles secondaires, pas moins de 37 % ont reçu des coups ou des coups de pied, 24 % ont été bousculés, 14 % ont reçu des menaces verbales, et 7 %, des menaces armées.

C'est un très gros problème.

- Éric Gingras, président de la CSQ

C'est un très gros problème, dénonce le président de la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Éric Gingras.

Il y a réellement une volonté du personnel de dénoncer ça, de ne plus tolérer l'intolérable. Maintenant, les gens disent : "Non, non, non, on ne peut plus tolérer ça, ça ne fait pas partie de mon travail, ça ne fait pas partie de l'école", affirme M. Gingras.

La situation préoccupe également le ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, qui a présenté un plan de prévention de la violence et de l'intimidation dans les écoles en octobre dernier. Des mesures sont d'ailleurs en cours de déploiement.

Teachers' union head retires and raises key issues affecting classes, educators

LIA LÉVESQUE

On the eve of her retirement as president of Quebec's largest teachers' labour federation, Josée Scalabrini is calling for collective reflection on the issue of integrating children with learning or adaptation difficulties into regular classrooms.

In an interview with *La Presse Canadienne*, the president of the Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE), representing 95,000 students in elementary school, high school and vocational training, raised a delicate question: how far to go in terms of regular classroom integration?

When the issue of integrating these students into regular classrooms was decided several years ago, "we were not against it," Scalabrini said.

"We always said that there would be accompaniment, support" and that this would "allow for the respect of the rights of all students — the right of the other students to learn as well."

But in reality, "we experienced this integration of students at the same time as big cuts were taking place," she said, and this made for a kind of "savagery" integration, she said.

Many teachers found themselves with several "intervention plans"

per classrooms for students with different needs and not enough professionals to support them.

Beyond classroom makeup, there are all kinds of social missions today at school in addition to the teaching of subjects, Scalabrini said.

"School has become a solution to all the problems of society. When there is a scandal or a problem? Look, 'It takes a new course' or 'We have to put this in the curriculum' — a curriculum that is already overwhelmed," she said regretfully.

"It has reached the point where parents have no choice — our society which has made it so — but we put children in school at barely 6:30 in the morning and pick them up at 6 at night ... The only thing we don't do now is to give them baths and put them in their pyjamas. Is that where society is headed? We have to ask big questions."

How else to explain that it is difficult to recruit teachers, that training periods had to be shortened and that it was necessary to recruit teachers who are legally unqualified, when teaching is a well-paid profession?

Simple, said Scalabrini: "The profession has changed so much over the years that many have been discouraged."

Someone who decides to become a teacher does so "because of pas-

sion" because one wants to spread knowledge, provide a foundation for learning, to stimulate young people and to follow their development.

But "it has become so bureaucratized, so focused on paperwork, statistics and any other related tasks ... that they can no longer do what they went to school to learn to do: teach." And many quit in the early years of their career, she said.

"Our evaluations no longer serve the student's learning, no longer serve as a way to guide our students as they should. Evaluation has become long lists of statistics that we must fill out to serve the government," said the longtime FSE president.

The FSE is affiliated with the CSQ.

What will Scalabrini do after her June 30 retirement?

"I will take a vacation — one thing I did not do a lot over the past 16 years. Because when you are as passionate as I am, you are always attached to what has to be done."

Also, "I'm going to find Josée, because I have the feeling that I lost her over the years. She gave so much of herself to her work," she said.

"After that, what to do? Time will tell."

La Presse Canadienne



LEDEVOIR

Il faut renverser les échecs en série aux tests de français

André Sirois

L'auteur est avocat auprès de l'ONU. Il a été premier au concours mondial de rédaction française et de traduction juridique de l'ONU sur plus de 4500 candidats. Il est aussi le premier Canadien fonctionnaire aux Services linguistiques de l'ONU.

On s'inquiète et on dénonce le taux effarant d'échec des futurs enseignants au primaire et au secondaire au Test de certification en français écrit pour l'enseignement (TECFÉE). À peine seulement 44 % de réussite à l'Université de Montréal. Cela semble catastrophique. Mais qu'en est-il exactement ? La première réaction serait de blâmer les professeurs ou les étudiants, ou les deux, mais ne faudrait-il pas voir les tests, savoir qui les a conçus et qui les a corrigés ?

Dans une longue carrière dans le monde de la rédaction législative et de la traduction juridique, puis de la gestion de services linguistiques, j'ai eu l'occasion d'en voir l'envers du décor, tant à Québec qu'à Ottawa, puis à l'Organisation des Nations unies (ONU). C'était lamentable. Autant je considère et je respecte de nombreux linguistes et traducteurs québécois ou canadiens, à qui je dois tout ou presque, autant depuis fort longtemps, je dénonce le monde, les stratégies et les secrets du business des donneurs de tests.

J'ai subi tant à Québec qu'à Ottawa des tests de français remplis de fautes grossières. Quand j'étais assistant du Protecteur du citoyen du Québec, j'étais responsable, notamment, des plaintes concernant les démarches des candidats à des postes de la fonction publique, y compris les tests de français. On se heurtait alors aux deux problèmes majeurs en ce domaine : il est impossible de savoir qui a conçu les tests et de connaître les compétences de ces personnes. De plus, les candidats ne peuvent pas quitter la salle d'examen avec les tests — parce qu'on les réutilise — et ne peuvent même pas conserver de notes de leurs tests, ce qui rend toute contestation quasi impossible.

Je croyais naïvement à ce moment-là que c'était particulier à Québec. J'ai vite déchanté en faisant des tests du gouvernement canadien. Le fait d'avoir été parfois premier montre seulement que, dans certains cas,

j'étais capable de déterminer les fautes que l'on attendait de moi.

Il paraît que, par insécurité, les responsables québécois des tests de français de candidats à l'immigration ont entrepris de proposer des tests conçus et corrigés en France. Ce n'est pas une garantie. Et cela n'a pas de sens. J'ai contribué à la version française de quelques livres concernant l'ONU, parus en France chez de bons éditeurs. J'ai révisé les textes très attentivement en utilisant fidèlement les glossaires officiels de l'ONU pour me faire dire que, finalement, on allait utiliser les expressions anglaises ou fautives du traducteur vu que c'est ce que les Français comprennent maintenant. Cela se passe de commentaire.

On comprendra que je ne fais pas partie des pleureuses qui gémissent sur la mauvaise qualité du français québécois. Bien au contraire. Il y a au Québec d'excellents linguistes et traducteurs, et d'aussi bons journalistes et auteurs qui sont abondamment lus. Et, il faut le dire : cette situation n'est pas récente. J'ai retrouvé dans les papiers de ma mère, Irène Laforest, deux de ses cahiers de devoirs faits alors qu'elle avait 11 ans (en 1927). Écriture nette et fluide et surtout pratiquement sans faute.

J'avais proposé à Denise Bombardier, qui en était enthousiaste, qu'on fasse une dictée pour voir combien de professeurs d'université pourraient la réussir. Un test ! Pourquoi n'en ferait-on pas maintenant un test pour les apprentis professeurs ? Et, je tiens à le préciser, ma mère n'était pas une étudiante choyée d'un couvent d'Outremont. Fille de tanneur, elle allait à la petite école de Saint-Arsène, dans le Bas-du-Fleuve, avec quatre autres élèves, dont celui qui est devenu le célèbre politologue Léon Dion. Qu'avaient donc leurs professeurs et leurs parents que l'on ne retrouve plus aujourd'hui ?

Ma mère aurait été fière de moi quand, après trois jours d'examen, j'ai été reçu premier au concours mondial de

rédaction française et de traduction juridique de l'ONU, sur plus de 4500 candidats. Et quand j'ai été ensuite le premier Canadien embauché aux services linguistiques de l'ONU. J'ai alors appelé deux de mes anciens chefs du ministère de la Justice pour les remercier bien sincèrement et leur dire que tout ce que je savais, ou presque, c'est à eux que je le devais.

Ne faut-il pas souhaiter que ces étudiants puissent faire la même chose un jour ? Pour cela : il faut revoir l'enseignement du français qu'on leur donne, mais aussi a) revoir le système de tests ; b) publier les noms et les compétences des auteurs et des correcteurs de test ; et c) prévoir un système de révision des tests.

Des élèves de six classes du primaire de Sept-Îles et Uashat s'impliquent pour réduire les gaz à effet de serre

Jean St-Pierre



Les élèves de la classe de Nancy Girard de l'école Johnny-Pilot ont gagné un tirage qui a sélectionné cinq groupes participants au Québec pour l'activité supplémentaire le Scol'ERE en Escal. (Photo Courtoisie)

Des jeunes de six classes des écoles Maisonneuve et Marie-Immaculée de Sept-Îles, ainsi que de l'école Johnny-Pilot d'Uashat ont participé à une activité qui a permis d'éviter les émissions d'approximativement 32 tonnes de CO₂. Les élèves Innus ont même gagné un prix provincial avec leur participation au programme Carbone Scol'ERE.

Ce programme accompagne les élèves de 4^e, 5^e et 6^e année du primaire dans la découverte de notions sur les changements climatiques et les gaz à effet de serre (GES) à travers des activités ludiques. L'animation des ateliers sur les territoires de la Ville et de la communauté d'Uashat mak Mani-Utenam a été assumée par la Corporation de protection de l'environnement de Sept-Îles. Aluminerie Alouette apporte une contribution financière.

Dans l'ensemble de la province, les 583 classes participantes ont permis d'éviter 3 888 tonnes de CO₂. La démarche positive du programme vise notamment à mobiliser les élèves et leurs familles dans l'adoption de nouvelles habitudes de vie permettant de réduire leurs émissions de GES.

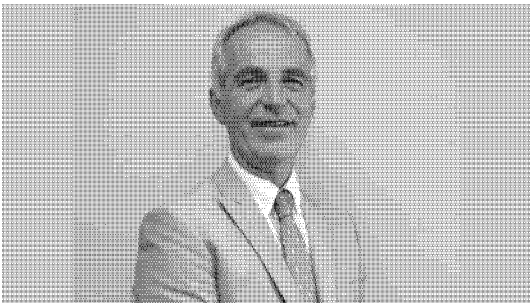
Un prix provincial pour Johnny-Pilot

La classe de Nancy Girard de l'école primaire à Uashat Johnny Pilot s'est inscrite au tirage l'organisme porteur du programme Carbone Scol'ERE, la COOP FA. Les élèves ont ainsi profité le 18 juin d'une activité supplémentaire, le Scol'ERE en Escal. Les jeunes Innus ont ainsi pris part à un avant-midi de défis et d'aventures.

Ils ont alors pu créer des smoothies à faibles émissions en pédalant en vélo, s'inventer comme stylistes écolos, créer une œuvre d'art en valorisant des déchets et résoudre diverses énigmes.

Le programme Carbone Scol'ERE permet aux citoyens et organisations de compenser leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) via la vente de Crédits Carbone Éducatifs. Ces crédits carbone sont générés par l'adoption des pratiques écoresponsables des participants du programme.

CSSBE: Fabien Giguère dresse le bilan d'une « très belle année »



Archives - Fabien Giguère

Par Léa Arnaud, Journaliste

À la sortie du dernier conseil d'administration de l'année pour le Centre de services scolaires de la Beauce-Etchemin (CSSBE), Fabien Giguère, directeur, a dressé le bilan d'une « très belle année ».

Interrogé par *EnBeauce.com*, il a d'abord rappelé que cette année était la première avec le nouveau Plan d'engagement vers la réussite (PEVR) 2023-2027 de l'organisation. Ainsi, il a fallu le faire connaître et écrire tous les projets éducatifs des écoles. « *On a quand même fait un premier bilan avec nos directions d'écoles, avec leurs projets éducatifs. (...) Ça a été le point marquant de cette année.* »

À ce jour, quelques écoles ont déjà commencé à mettre en place leurs projets, mais c'est surtout l'an prochain que le tout prendra forme.

Un souvenir collectif

Fabien Giguère s'est aussi souvenu de l'éclipse solaire. « C'est aussi une grande année avec l'éclipse solaire, on en a parlé longtemps et on s'en fait parler encore souvent », a-t-il mentionné avec enthousiasme.

Il y avait des activités dans les écoles qui sont toutes restées ouvertes afin que les enseignants et les élèves vivent ce moment tous ensemble. « *C'était magnifique. (...) Les jeunes vont s'en souvenir pendant des années.* »

Une grève contraignante

Pour terminer, le directeur du CSSBE a admis que la grève du service des loisirs à Saint-Georges a eu quelques impacts pour les élèves du territoire.

« Il y a eu des impacts surtout à la fin de l'année pour les arénas. Il fallait se déplacer ailleurs. Là il y a toujours un impact pour l'utilisation de la piscine en éducation physique. Mais je dirais qu'on s'en sort quand même assez bien chez nous. C'est sûr que si ça perdure longtemps, on reparlera. Nous on utilise beaucoup les arénas donc si ça se poursuit à l'automne, il faudra des solutions de rechange. »

L'école Jean-Jacques-Bertrand récompensée par la CNESST



L'école Jean-Jacques-Bertrand a raflé l'une des bourses de 2500 \$ attribuées à des établissements scolaires de la Montérégie. (Photo: gracieuseté)

PAR CLAUDE HEBERT

La Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST) a procédé récemment à la remise des prix du concours organisé dans le cadre de son programme Kinga, prévention jeunesse.

Deux récompenses de 2500 \$ chacune ont notamment été attribuées à l'école Jean-Jacques-Bertrand, située à Farnham, et à l'école Jeanne-Mance, située à Sainte-Angèle-de-Monnoir, pour leur participation remarquable aux activités de ce programme de prévention.

Sur le plan national, cinq écoles préscolaires et primaires et cinq écoles secondaires ont par ailleurs eu droit à un prix de 10 000 \$. La CNESST a également remis 36 prix d'une valeur de 2 500 \$ à des établissements d'enseignement primaire et secondaire de chaque région du Québec.

Ce soutien financier permet l'organisation d'activités pédagogiques à des fins de prévention et de promotion des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

Le programme Kinga, c'est quoi?

La CNESST multiplie les initiatives afin d'amener les jeunes à adopter des comportements sécuritaires dès leur entrée à l'école. Pour ce faire, la CNESST a notamment recours au programme Kinga, prévention jeunesse.

Ce programme éducatif s'adresse à l'ensemble des élèves du Québec, de la maternelle à la fin du secondaire, et leur permet d'apprendre tout en s'amusant! Grâce à des activités pédagogiques clés en main, le programme vise à sensibiliser les jeunes à des valeurs sous-jacentes aux lois appliquées par la CNESST et à favoriser le développement de connaissances et de compétences personnelles et sociales.

Travaux majeurs à l'école de l'Arc-en-ciel de Saint-François



Sur la photo, Alain Thibault, directeur adjoint ressources matérielles, Frédérick Urpesz, directeur école Arc-en-ciel, Lisa Rodrigue, directrice du Centre de service scolaire des Sommets, André Bachand, député de Richmond, Michel Frappier, conseiller district 5 Cheryl Labrie, conseillère district 3, René Lapierre, conseiller district 6.

Par Ghislain Allard

Saint-François-Xavier-de-Brompton —

Le gouvernement du Québec injecte 14 M\$ dans des travaux de rénovation et d'agrandissement de l'école primaire de l'Arc-en-ciel de Saint-François-Xavier-de-Brompton.

Jeudi dernier, au nom du ministre de l'Éducation, Bernard Drainville, le député de Richmond à l'Assemblée nationale, André Bachand, a officiellement lancé les travaux. À cette occasion, il était accompagné de représentants du Centre des

services scolaire des Sommets et de la municipalité de Saint-François-Xavier-de-Brompton.

« Comme partout en province, le besoin de mise à niveau des infrastructures scolaires de la circonscription de Richmond se fait sentir. Grâce à ce projet, nous permettrons aux enfants de notre région d'avoir accès à un milieu d'apprentissage actuel, stimulant et sécuritaire. Je suis très heureux de ces travaux et je suis confiant que ce projet réjouit également les familles de la communauté », a souligné le député de Richmond.

Ainsi, un montant de près de 14 M\$ a déjà été accordé pour la réalisation de ce projet, dans le cadre du Plan québécois des infrastructures 2019-2029. Le projet permettra d'améliorer la qualité des infrastructures et faire l'ajout de locaux pour mieux répondre aux besoins d'enseignement.

D'une façon plus précise, des travaux de démolition et de reconstruction partielle des pavillons 1 et 2 de l'école seront réalisés. On procédera notamment à l'ajout de ventilation mécanique dans ces deux pavillons. Il est finalement prévu de construire un gymnase double afin de faciliter la pratique des différentes activités physiques.

« Le Centre de services scolaire des Sommets a comme mission d'offrir un service éducatif de qualité à tous les élèves et cela passe, entre autres, par des infrastructures adéquates. Les travaux de rénovation et d'agrandissement de l'école primaire de l'Arc-en-Ciel permettront de mieux répondre aux besoins des élèves et du personnel. Nous sommes heureux de savoir que les enfants pourront bénéficier d'un milieu qui favorise leurs

apprentissages et qui participe à leur bien-être », de dire Lisa Rodrigue, directrice générale du Centre de services scolaire des Sommets.

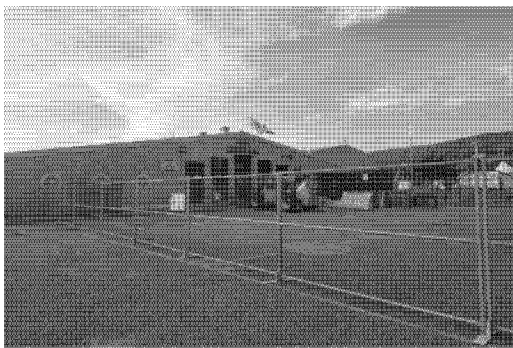
La municipalité de Saint-François-Xavier-de-Brompton attendait avec impatience la confirmation de cette subvention. « C'est une bonne nouvelle. Ça fait plusieurs années que c'est annoncé et que nous attendons le début des travaux. Nous avons besoin de ça dans notre école. Nous sommes contents que les sommes arrivent enfin. Dans ce projet, nous allons continuer à être partenaires durant la réalisation des travaux », souligne Alex Roy, maire suppléant à Saint-François-Xavier-de-Brompton.

Les travaux devront être réalisés selon la nouvelle vision gouvernementale en matière de construction, d'agrandissement et de rénovation d'écoles. Inscrite dans une perspective d'intégration à la communauté et de développement durable, la nouvelle génération d'écoles sera adaptée aux nouvelles méthodes d'enseignement. Les espaces communs favoriseront la socialisation et le sentiment d'appartenance des élèves. Les nouvelles écoles arboreront également une toute nouvelle identité architecturale mettant en valeur des accents de bleu et des matériaux du Québec, principalement le bois et l'aluminium.

La Société québécoise des infrastructures a été désignée comme gestionnaire du projet.

5,3 M \$ seront investis dans les écoles de Charlevoix cet été

Par Lisianne Tremblay



La deuxième phase des travaux de l'école Dominique-Savio de Saint-Urbain se fera cet été.

Maintenant que les élèves sont partis en vacances, c'est le temps de parler de la rénovation des écoles de Charlevoix. Plusieurs bâtiments feront l'objet de travaux cet été pour près de 5 310 000 \$.

Les travaux de plus grande envergure seront réalisés au Pavillon Les Cimes du Centre de formation Avise Charlevoix à La Malbaie. Le remplacement des entrées sera effectué par PointCo en plus de la rénovation intérieure du bâtiment pour un montant de 1 692 000 \$. La rénovation de la toiture de l'École secondaire du Plateau est aussi prévue pour une somme de 822 000 \$

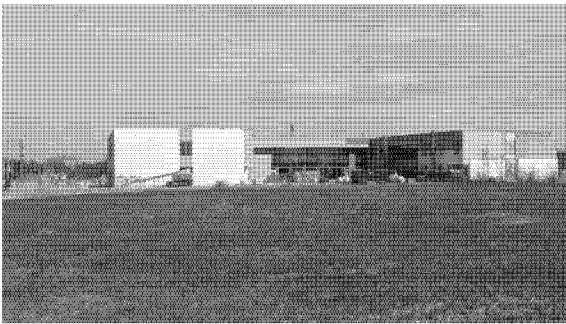
La deuxième phase de la rénovation intérieure de l'école Dominique-Savio de Saint-Urbain sera réalisée cet été. Les classes seront revampées pour 750 000 \$. Des travaux sont aussi prévus à l'école Saint-Pierre de L'Isle-aux-Coudres avec la réfection de la toiture. De la ventilation sera ajoutée à l'école Forget de Baie-Saint-Paul. Au terme de ces travaux, l'ensemble des classes de cette école sera ventilé.

Pour sa part, la cour de l'école Laure-Gaudreault de Clermont sera revampée pour 833 000 \$. À Saint-Siméon, on procédera à la phase 2 de la réfection du drainage de l'école Marie-Victorin.

Le Centre de services scolaire de Charlevoix confirme également l'investissement de 150 000\$ pour des travaux de peinture aux écoles Marie-Reine, Forget et Léonce-Boivin.

Le même montant sera octroyé pour trois projets de soutien aux expériences d'apprentissage aux écoles Marie-Reine (une classe), Fernand-Saindon (espace collaboratif) et Notre-Dame-du-Bon-Conseil (espace collaboratif).

La nouvelle école des Cèdres a maintenant un nom



Archives Néomédia Vaudreuil-Soulanges

Par Jessica Brisson, Éditrice adjointe

La nouvelle école primaire située dans la Municipalité des Cèdres a maintenant un nom. En effet, suite à un concours lancé par le Centre de services scolaire des Trois-Lacs, (CSSTL) en avril dernier, le conseil d'administration a entériné la recommandation du comité de sélection en optant pour le nom des Canotiers.

Plus de 200 citoyennes et citoyens de la MRC de Vaudreuil-Soulanges ont participé au concours afin de nommer la nouvelle école primaire.

Le nom « *école des Canotiers* » a été suggéré plus d'une vingtaine de fois. Les participants ont fait un lien direct avec le nom de la Municipalité des Cèdres.

Selon le site Internet municipal: « *le nom des Cèdres viendrait des gros cèdres que l'on trouvait au pied du rapide, à l'ombre desquels se reposaient les canotiers. Le portage des Cèdres a sa place dans les épisodes de l'histoire canadienne : il permettait d'éviter les rapides et d'atteindre les eaux limpides du lac Saint-François.* »

D'un point plus symbolique, plusieurs personnes ont noté que le canot a le pouvoir d'encourager la collaboration et la cohésion des canotiers afin de ramer à l'unisson dans un but commun.

La directrice de la nouvelle école, Mme Marie-Christine Tessier, indique que « *le nom a inspiré le comité de sélection parce qu'il nous a rappelé que pour réussir, il est important de faire des efforts individuels, tout en travaillant en équipe. Il y a vraiment un lien entre la persévérance nécessaire pour voguer vers la réussite. Nous voyons déjà plusieurs déclinaisons possibles dans l'établissement.* »

Située au 250 chemin Saint-Féréol, aux Cèdres, l'institution ouvrira ses portes au mois d'août prochain.

Communiqué (s)

Les projets gagnants du concours « Le développement durable, c'est quoi? » sont connus

Saint-Georges, le 26 juin 2024 – Le comité de développement durable du Centre de services scolaire de la Beauce-Etchemin a récemment dévoilé les récipiendaires du concours « Le développement durable, c'est quoi? ».

Le concours, qui en était à sa 2^e édition, s'adressait aux élèves de tous les niveaux scolaires: préscolaire, primaire, secondaire, formation professionnelle et éducation des adultes.

Par une création de leur choix, les élèves étaient invités à expliquer ce qu'est le développement durable pour eux. Cela pouvait être fait sur une affiche, un collage, une vidéo ou sous tout autre forme de projet.

Cette année, le premier prix a été remporté par Coralie Poulin, une élève de 6^e année de l'école primaire l'Éco-Pin située à Notre-Dame-des-Pins. C'est à partir d'une affiche que Coralie a illustré et expliqué ce qu'est le développement durable pour elle. Sur son projet, on y retrouve différents avantages à appliquer le développement durable au quotidien.

Le deuxième prix a été attribué à la classe des Super-héros de l'école primaire l'éveil de Sainte-Marie. Les élèves de première année de la classe de Mme Catherine Bédard ont bricolé une affiche et utilisé des disques compacts usagés pour illustrer la planète terre. Des éléments ont été ajoutés autour afin d'exprimer ce que représente le développement durable pour eux. On y retrouvait, entre autres, des arbres, des fleurs et même des éoliennes.

Des bourses en argent ont été remises aux écoles récipiendaires afin qu'elles puissent réaliser un projet sur le développement durable au sein de leur établissement.

Le comité de développement durable du CSSBE tient à féliciter les écoles participantes ainsi que les membres du personnel qui les ont accompagnés.

-30-

Source et information : Audrey Paquet

Conseillère en communication

Secrétariat général et services corporatifs

audrey.s.paquet@cssbe.gouv.qc.ca | 418 228-5541, poste 26870

CENTRE DE SERVICES SCOLAIRE HARRICANA
Nancy Létourneau nommée directrice générale adjointe

27 juin 2024

Le conseil d'administration annonce la nomination de madame Nancy Létourneau au nouveau poste de direction générale adjointe. Madame Létourneau possède une solide expérience de près de 30 ans dans le milieu de l'éducation dont 13 ans à titre de direction d'établissement. Elle est reconnue pour son leadership, sa vision pédagogique et ses approches collaboratives. Elle entrera en fonction à une date ultérieure.

Sa carrière à l'Harricana

Aux commandes de l'école secondaire d'Amos depuis ces 3 dernières années, elle a aussi assumé la direction des écoles Notre-Dame-de-Fatima de Landrienne, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur (NDSC) de Barraute et Natagan de 2017 à 2021. Pendant 3 années, elle a agi à titre de directrice adjointe des écoles primaires des Coteaux, NDSC et secondaire Natagan ainsi qu'à l'école secondaire La Calypso de 2011 à 2017. Madame Létourneau cumule près de 16 années d'expérience en enseignement auprès de la clientèle en adaptation scolaire du primaire et du secondaire. Elle a notamment enseigné aux écoles Saint-Viateur, Notre-Dame-du-Rosaire et La Calypso.

Son parcours d'études

Depuis 2018, madame Létourneau détient une maîtrise en administration scolaire de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue. Elle possède également un baccalauréat en orthopédagogie de l'Université du Québec à Hull, obtenu en 1994.

Ses principaux mandats

Cet emploi comporte notamment les responsabilités suivantes :

- Superviser les directions d'établissements déléguées par la direction générale via la mise en oeuvre de leurs projets éducatifs en s'assurant de l'atteinte des résultats ;
- Participer à l'élaboration des objectifs et des politiques du centre de services scolaire ;
- Coordonner l'application des politiques du centre de services scolaire en concertation avec les directions d'unités administratives dans des champs d'activité de nature éducative ou administrative ;
- Participer au comité consultatif des services aux élèves handicapés et aux élèves en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage ;
- Piloter différents comités administratifs et stratégiques délégués par la direction générale ;
- Participer à l'optimisation des ressources et des processus au sein des services de l'organisation dans une perspective de maintien de l'équilibre budgétaire, tout en s'assurant d'avoir une offre de service équitable pour tous les élèves du centre de services scolaire ;
- Participer aux séances du conseil d'administration, sans droit de vote.





CONSEIL DES MINISTRES DE L'ÉDUCATION CMEC

Les ministres provinciaux et territoriaux responsables de l'éducation se sont réunis en Ontario lors de la 112e réunion du CMEC

27 juin 2024

Les ministres provinciaux et territoriaux responsables de l'éducation primaire-secondaire et postsecondaire se sont réunis à l'occasion de la 112e réunion du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC] à King City, Ontario, le 12 juin 2024, pour échanger sur des initiatives d'intérêt commun et des défis en éducation, notamment l'intelligence artificielle (IA), l'éducation autochtone et l'acquisition de compétences en adéquation avec les tendances émergentes du marché du travail.

La personne représentant l'Ontario prononce la déclaration de reconnaissance suivante : « Nous nous réunissons sur les territoires traditionnels des Wendats, des Haudenosaunee et des Anishinaabe, ainsi que sur le territoire du Traité no 13 de la Première Nation des Mississaugas de Credit. »

Les ministres ont échangé avec la personne représentant Compétences Canada, qui a fait part de ses réflexions sur les tendances dans les métiers spécialisés, en soulignant l'intersection dynamique de la technologie et de l'éducation.

Les ministres ont poursuivi leur discussion sur l'IA et ont examiné son potentiel dans le domaine de l'éducation. Le dialogue était axé sur les mesures prises dans chaque province et chaque territoire pour faire face à l'essor rapide des technologies d'IA et à leurs implications pour l'enseignement et l'apprentissage. Les ministres ont discuté de leurs défis respectifs et des possibilités d'un échange d'expertise dans ce domaine par l'entremise du CMEC pour veiller notamment à ce que les progrès technologiques rapides, comme l'IA, soient mis à profit afin d'assurer de meilleurs résultats d'apprentissage pour les élèves.

Une personne représentant le Centre canadien de protection de l'enfance a été invitée pour aborder la sécurité et la protection des enfants et des jeunes dans les espaces numériques, en s'attardant particulièrement sur les risques émergents en ligne et l'importance de prendre des mesures proactives et préventives.

Les ministres responsables de l'éducation primaire-secondaire ont quant à eux souligné le besoin d'assurer une éducation à la citoyenneté numérique pour faire en sorte que les élèves soient dotés des compétences dont ils ont besoin afin de penser de façon critique et d'échanger de façon responsable des renseignements et des connaissances, que ce soit en ligne ou dans la vie réelle. Les ministres ont insisté sur le fait que l'éducation à la citoyenneté numérique sert à promouvoir des valeurs démocratiques et l'engagement civique dans un monde de plus en plus connecté.

Une discussion a été menée sur les efforts déployés pour améliorer le rendement des élèves grâce au renforcement des compétences en littératie et en numératie, en s'appuyant sur les derniers résultats du Programme pour le suivi des acquis des élèves (PISA) et en se concentrant sur le recensement des pratiques efficaces pour renforcer les compétences fondamentales dans l'ensemble des provinces et des territoires.

Dans le cadre du Plan du CMEC pour l'éducation autochtone, 2023-2027, les ministres ont échangé sur des initiatives en cours dans leur province ou territoire afin de faire avancer la vérité et la réconciliation au Canada.

Les ministres responsables de l'éducation postsecondaire ont discuté de la viabilité financière du secteur postsecondaire, les établissements étant aux prises avec des pressions financières croissantes dans une économie en pleine mutation. Les ministres ont échangé des renseignements sur des investissements stratégiques, le financement et les cadres de reddition de comptes.

Les ministres responsables de l'éducation postsecondaire ont aussi discuté des répercussions des changements récents qu'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC) a apportés au Programme des étudiants étrangers sans égard pour les préoccupations des provinces et des territoires. Les ministres ont convenu qu'une plus grande collaboration est nécessaire afin de tenir compte des responsabilités et des compétences des gouvernements provinciaux et territoriaux. Ils exhortent en outre le gouvernement fédéral à revoir son approche relativement au cadre des établissements reconnus et à s'engager à mener des consultations sérieuses avec les provinces et les territoires, avant de mettre en place d'autres politiques d'immigration qui auront une incidence directe sur l'éducation. Les ministres ont discuté du plafond du nombre d'étudiantes et étudiants internationaux et ont évoqué le souhait qu'il ne soit pas réduit en 2025. Par ailleurs, les ministres soulignent l'importance pour les provinces et les territoires de diriger les discussions concernant leurs propres besoins en matière de main-d'œuvre. Les ministres se sont accordés pour dire qu'il sera essentiel que le gouvernement fédéral fournisse des données régulières et actuelles sur le traitement des demandes des étudiantes et étudiants internationaux pour permettre la prise de décisions éclairées fondées sur des faits probants.

Pour plus d'information



Conseil des ministres de l'Éducation CMEC

95, avenue St Clair Ouest, bureau 1106

Toronto Ontario

Canada M4V 1N6

 www.cmec.ca

Nouveautés 2024 de Tap'Touche -- Édition scolaire



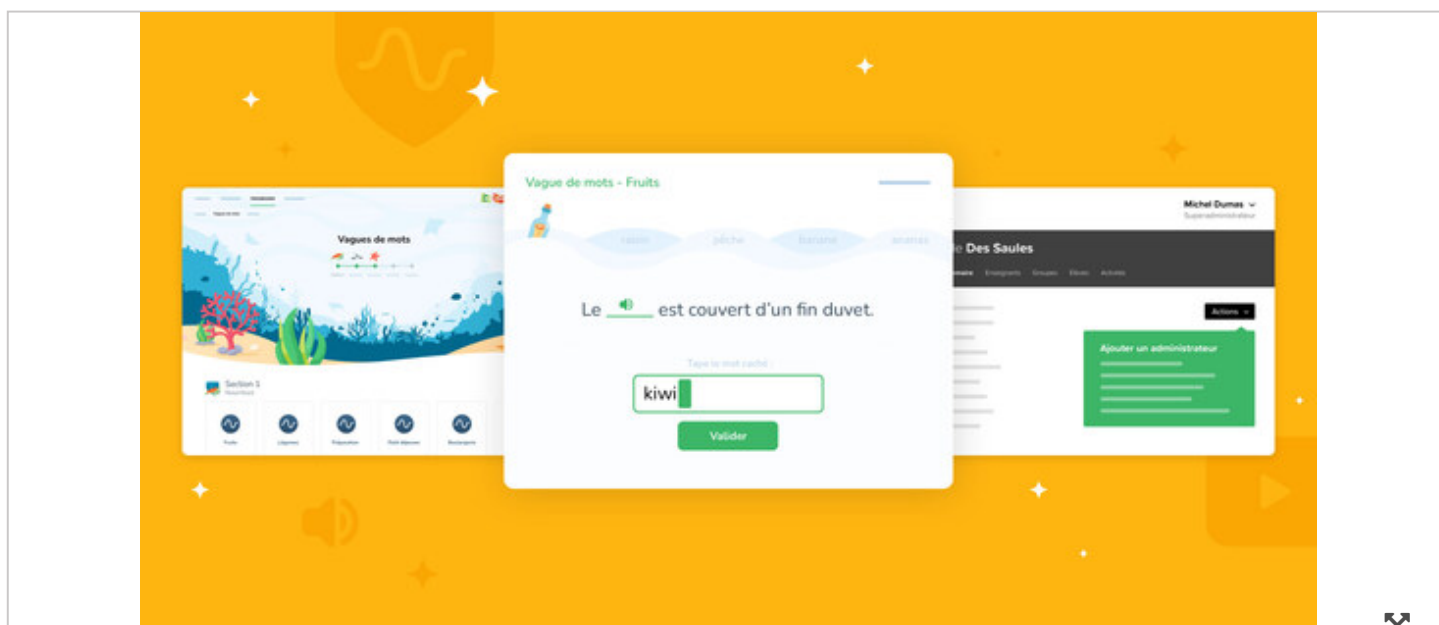
NOUVELLES FOURNIES PAR

Druide Informatique Inc. →

27 juin, 2024, 06:00 ET

MONTRÉAL, le 27 juin 2024 /CNW/ - Druide informatique annonce la mise à jour annuelle de *Tap'Touche -- Édition scolaire*, son application Web d'apprentissage de la frappe au clavier destinée aux écoles. Cette mise à jour facilite la gestion des écoles et introduit les vagues de mots, un tout nouveau type d'activité d'entraînement.

[Continue Reading](#)



La responsabilité d'une école dans Tap'Touche peut désormais être partagée entre plusieurs comptes administrateurs. Cette nouveauté, créée à la demande de la clientèle scolaire, offre plus de souplesse et représente aussi une mesure préventive : la personne responsable de l'abonnement peut ajouter un compte substitut pour éviter qu'une école se retrouve sans administrateur -- une situation qui peut se produire lors d'une réattribution de tâches ou d'un changement de rôle.

Les vagues de mots constituent un tout nouveau type d'activité qui s'ajoute aux textes d'entraînement et aux jeux éducatifs offerts aux élèves. Elles aident les élèves à développer des réflexes de frappe tout en enrichissant leur vocabulaire. Les mots sont dictés pour favoriser l'apprentissage de leur orthographe et sont accompagnés de leur définition tirée des dictionnaires d'Antidote. Une douzaine de badges liés aux vagues de mots viennent enrichir les défis déjà proposés aux élèves, dépassant maintenant les 100 distinctions à décrocher.

Des améliorations ont été apportées au jeu éducatif *Duel surnaturel*, qui comporte maintenant deux fois plus de phrases à taper. L'introduction vidéo présentant les conseils de base au début de la formation a été renouvelée.

Les établissements scolaires abonnés à Tap'Touche profitent dès aujourd'hui de ces nouveautés, fraîchement déployées mondialement. Plusieurs d'entre elles, dont les vagues de mots, figurent aussi dans les éditions personnelle et familiale de Tap'Touche.

Druide informatique est une société spécialisée en intelligence artificielle linguistique depuis 1993. Elle produit et commercialise **Antidote**, le plus grand logiciel d'aide à la rédaction du français et de l'anglais, ainsi que **Tap'Touche**, le célèbre logiciel d'apprentissage de la frappe au clavier. En plus de ces applications, son équipe commerciale distribue les livres des **Éditions Druides**, une filiale dont la mission est de publier de la littérature et des ouvrages de référence.

[Télécharger le dossier de presse](#)

SOURCE Druide Informatique Inc.

Renseignements : Jacynthe Bruneau, media@druide.com, 514-484-4998, poste 896

